

Le scandale de la Dépakine a coûté 6 milliards d'euros à la collectivité

Zitouni IMOUNACHEN - 2016-09-15 23:28:33 - Vu sur pharmacie.ma

Selon Catherine Hill, épidémiologiste et ancien membre du conseil scientifique de l'Agence du médicament (ANSM), 12.000 «enfants Dépakine» seraient nés en France entre 1967 et 2015. En cette période, 50.000 femmes ont été exposées au valproate pendant une grossesse, que se soit pour soigner une épilepsie ou des troubles bipolaires.

De ces 50.000 grossesses, 30.000 enfants sont nés vivants. Or l'on sait que 10 % des enfants exposés in utero au valproate ont des malformations, ce qui correspond à 3 000 enfants malformés, et que 40 % de ces enfants auront des troubles neurocomportementaux, soit 12.000 enfants. Comme certains cumulent ces troubles, entre 1967 et 2015 inclus, ce sont donc 12.000 enfants au moins qui sont nés en France avec des problèmes imputables à la Dépakine.

Partant de ces estimations, Le Figaro a sorti la calculette. Les journalistes ont pris le dossier d'expertise judiciaire d'un enfant modérément atteint, puis l'ont chiffré et ils l'ont multiplié par 12.000, à savoir le nombre d'enfants Dépakine nés depuis 1967. Résultat: un coût de 6 milliards d'euros pour la collectivité pour la prise en charge de leurs handicaps depuis leur naissance jusqu'à leurs 18 ans. Le chiffre correspond donc à une fourchette très basse.

Reste la question centrale: qui va donc payer? Pour l'instant, c'est la collectivité nationale qui assure ces frais. Mais l'État, qui prend donc en charge les victimes, souhaitera-t-il se faire rembourser ultérieurement par le laboratoire ou décidera-t-il de faire jouer la seule solidarité nationale? La mise en place d'un fonds d'indemnisation est en discussion avec les familles.

Par ailleurs, d'un point de vue judiciaire, l'enquête préliminaire ouverte l'automne dernier par le pôle santé du parquet de Paris est presque terminée. Que décidera le parquet? Fera-t-il le choix d'une information judiciaire, comme ce fut le cas pour le Mediator? Avec, en face, Sanofi, une entreprise cotée en Bourse qui emploie 27.000 salariés en France et en pleine campagne présidentielle, rien n'est moins sûr, confie une source proche du dossier à sante.lefigaro.fr.